

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: TOGO
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL : Annuel
ANNEE DE RAPPORT: 2020

Titre du projet: Renforcement des capacités nationales et communautaires de prévention des conflits et violences et la protection des droits de l'homme au Togo Numéro Projet / MPTF Gateway: IRF / 00112867													
Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:	Type et nom d'agence récipiendaire: RUNO PNUD (Agence coordinatrice) RUNO UNICEF Veillez sélectionner Veillez sélectionner Veillez sélectionner												
Date du premier transfert de fonds: 02/11/2018 Date de fin de projet: 30 Novembre 2020 Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? Veuillez sélectionner OUI													
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional													
Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire): <table style="width: 100%; border: none;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">Agence récipiendaire</th> <th style="text-align: left;">Budget</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>PNUD</td> <td>\$ 2,010,840</td> </tr> <tr> <td>UNICEF</td> <td>\$ 690, 271</td> </tr> <tr> <td></td> <td>\$</td> </tr> <tr> <td></td> <td>\$</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total:</td> <td>\$ 2 701 111,42</td> </tr> </tbody> </table> <p>Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 75,37% *JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES*</p>		Agence récipiendaire	Budget	PNUD	\$ 2,010,840	UNICEF	\$ 690, 271		\$		\$	Total:	\$ 2 701 111,42
Agence récipiendaire	Budget												
PNUD	\$ 2,010,840												
UNICEF	\$ 690, 271												
	\$												
	\$												
Total:	\$ 2 701 111,42												
Budgetisation sensible au genre: Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes: \$217,030 Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes: \$163,567													
Marquer de genre du projet: GM1 Marquer de risque du projet: Moyen Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »): (2.3) Prévention/gestion des conflits													

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: **Equipe projet**

Rapport approuvé par: **Les agences participantes (PNUD, HCDH, UNICEF) et le RCO**

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Veuillez sélectionner

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.

Partie 1 : Progrès global du projet

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Après deux ans de mise en œuvre et quasiment à sa clôture, le projet « Renforcement des capacités nationales et communautaires de prévention des conflits et violences et la protection des droits de l'homme au Togo » a enregistré des résultats probants qui contribuent de manière significative à l'atteinte des objectifs qui lui étaient assignés.

En effet, sur le plan opérationnel, les capacités des membres de vingt (20) comités locaux de paix (CLP) ont été renforcées en matière de médiation et de résolution pacifique des conflits, avec l'appui du Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD). Les effets majeurs induits par l'action de HD au niveau de l'appui aux CLP sont encourageants. En effet, suite à leur évaluation, nombre des membres des CLP ont déclaré utiliser les méthodes de règlement des conflits apprises pendant les formations dispensées par HD pour régler les conflits auxquels ils ont été confrontés. Le secrétaire du CLP de Tchamba le témoigne en ses termes : « La formation avec HD a été une occasion véritable de renforcer nos capacités. Cette formation nous a permis de réussir une médiation au cours d'un soulèvement des jeunes lors de la détection de quelques quatre cas de Covid-19 au CHP de Tchamba... Cette formation nous a dynamisé. En moins de deux mois, nous avons pu organiser quatre réunions avec des PV validés et des rapports d'activités rédigés. » A noter qu'à travers l'appui de HD, chacun des 20 CLP s'est doté d'un plan d'action et a commencé à documenter les différentes activités entreprises.

Dans le cadre de la protection des droits de l'homme, les capacités des forces de défense et de sécurité (FDS), des défenseurs des droits, des parajuristes, des cadres de la CNDH et du ministère des droits de l'homme ont-elles été renforcées sur les techniques de monitoring des violations des droits de l'homme, les techniques de rapportage et sur le mécanisme de la protection de la torture (MNP) afin de leur permettre d'agir avec beaucoup plus de professionnalisme. Une mission de monitoring de la commission nationale des droits de l'homme (CNDH) est actuellement en cours dans les lieux de privation de liberté (et notamment dans six (06) prisons civiles et vingt-quatre (24) commissariats et brigades de gendarmerie) en vue d'améliorer les conditions des détenus et des gardés à vue.

S'agissant du renforcement des relations civilo-militaires, le projet a appuyé d'une part l'organisation de quatre dialogues entre les deux composantes dans trois régions et d'autre part, des actions médicales gratuites au profit des populations indigentes et fortement affectées par la Covid-19, offertes par les services de santé des armées au Togo.

Par ailleurs, il a été mis en place des mécanismes de consultation/concertation des adolescents dans les régions, ainsi que la participation des adolescents et des jeunes, aux cadres de redevabilité, aux initiatives de planification et suivi du développement au niveau local afin de favoriser leur engagement civique.

Sur le plan stratégique, le projet a pu, (à travers les ateliers d'harmonisation des interventions des structures locales de prévention et de gestion des conflits) jouer un rôle intégrateur entre les acteurs des institutions nationales et les acteurs communautaires sur une vision commune sur le rôle des différentes structures locales de prévention de conflits, ainsi que leurs complémentarité et synergies.

Concernant la coordination générale du projet, les agences participantes ont défini et adopté un plan de travail conjoint visant à renforcer la complémentarité des activités et la promotion du caractère conjoint du projet. Au cours de l'année, une réunion du comité de pilotage et une réunion de coordination inter-agences et partenaires d'exécution ont été organisées et un processus participatif pour l'évaluation finale du projet est actuellement engagé avec toutes les parties prenantes.

Veillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Pour la période résiduelle du projet, il est essentiellement prévu de parachever les activités ci-après :

- les actions médicales gratuites, conduites par les services de santé des armées du Togo, qui ont démarré le 04 novembre 2020 et se poursuivent jusqu'au 22 novembre 2020.
- des émissions « Jeunes pour jeunes par les jeunes » pour permettre aux jeunes filles et garçons d'exprimer leurs points de vue concernant leurs différences et d'interpeller les détenteurs d'obligations sur la réalisation de leurs droits et les enjeux qui affectent leurs vies.
- l'inauguration des « Espaces Child friendly », des commissariats et brigades aménagés et la finalisation du développement d'un logiciel pour la gestion des cas d'enfants et adolescents.
- l'organisation d'un atelier de formation pratique d'une cinquantaine de responsables d'organes de presse et de journalistes de Lomé et des cinq régions administratives en peacebuilding et en communication en situation de crise.
- le renforcement de capacités de soixante jeunes dont 20 formateurs, en compétences digitales, en peacebuilding, en management, négociation et plaidoyer, ainsi qu'en engagement solidaire pour les enfants et les jeunes afin de mener des campagnes en faveur de la préservation de la paix et la résolution des conflits.
- la production et la diffusion de reportages vidéo pour assurer la visibilité des résultats accomplis avec le financement PBF.
- L'évaluation finale du projet.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Sur le plan sociétal, les appuis du projet ont permis à des communautés (autrefois en conflit ouvert) à renouer avec le dialogue. En effet, l'ONG HD (partenaire d'exécution du projet), a facilité la médiation de deux accords locaux visant à réduire ou résoudre la conflictualité à Barkoissi et Djéréhouyé. Rappelons que le conflit de Barkoissi est lié à la chefferie traditionnelle et oppose deux communautés : les Moba et les Tckokossi. Le conflit de Djéréhouyé (date de 2005) oppose la communauté Houdou aux communautés Kabyè et Losso et est lié également à la chefferie mais associé au foncier. Grâce à la médiation, les communautés ont commencé à discuter des sujets qui les opposent et qui étaient jusque-là tabous. Elles ont compris qu'elles peuvent régler leurs différends autrement que par la violence et de manière plus efficace que celle d'aller directement au tribunal.

Le premier accord signé à l'issue des médiations porte sur la prévention de conflit de chefferie entre les communautés Moba et Tchokossi du canton de Barkoissi au Nord du Togo et met fin au risque de dérapage en conflit ouvert de plus de 20 ans de défiance et tensions intercommunautaires qui ont conduit à la mort d'une vingtaine de personnes, des centaines de déplacés et de lourds dégâts matériels (selon le rapport d'analyse des conflits réalisé par HD en 2019).

Le deuxième accord établit un mécanisme de gestion pacifique du foncier dans le village de Djéréhouyé dans la région des Plateaux. Sur la base de cet accord, des négociations entre communautés et autorités sont engagées en vue d'une répartition équitable des terres.

Les femmes médiatrices communautaires (civiles et FDS) appuyées par le projet, se sont attelées à l'identification et la résolution de conflits nés de questions sociopolitiques et constitutionnelles dans 3 régions administratives notamment dans les Savanes, Plateaux et Centrale. Dans la région des Savanes, il s'agit d'un conflit foncier au sein d'une famille. Dans la région Centrale, il s'est agi d'un conflit politique entre les jeunes du parti UNIR (parti au pouvoir) et ANC (parti d'opposition). Dans les régions des Plateaux, les femmes médiatrices communautaires ont amené les dirigeants des partis politiques et les conducteurs de taxi-moto (souvent des jeunes) à instituer un cadre d'échanges et de dialogue. Ce cadre de dialogue permet de prévenir les violences et d'éviter que les violences qui s'étaient produites lors de précédentes élections ne se reproduisent plus.

Suite aux émissions interactives réalisées et relatives à l'engagement des jeunes pour la paix, bon nombre d'auditeurs ont témoigné la prise de conscience de plus en plus manifestée en ce qui concerne l'importance de l'engagement des jeunes dans leurs communautés dans la recherche de solutions relatives aux conflits et à la consolidation de la paix et surtout pour ce qui concerne la riposte communautaire contre la COVID-19 ainsi que la résilience.

En outre, les témoignages des jeunes et adolescents formés dans les Conseil Consultatif Cantonal des Enfants (CCCE) montrent leur propension vers la culture de la paix autours de soi, dans leur famille et dans leur quartier de résidence et la manière de s'adresser à une personne sans parole agressive.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si

possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

Dans le cadre du renforcement de la confiance entre civils et FDS, le projet a soutenu l'initiative des forces armées togolaises pour des actions médicales gratuites. Cette prestation a été assurée par l'Ecole des Services de Santé des Armées de Lomé (ESSAL) au profit des populations les plus vulnérables des régions des Savanes, Centrale et des Plateaux. En effet plus de dix mille (10.000) personnes ont été consultées et prises en charge gratuitement pour des soins divers en médecine générale, ophtalmologie, pédiatrie, chirurgie et autres pathologies dentaires. Ces actions médicales ont permis non seulement d'accroître la confiance entre les civils et les FDS, mais également d'avoir un impact humain réel sur les populations comme en témoigne tout heureux un patient d'une vingtaine d'années en ses termes : *« J'ai une hernie que je traîne depuis mon enfance. Mais grâce à cette campagne, j'ai été pris en charge et soigné »*

Aussi, les différentes personnes rencontrées (autorités administratives, leaders communautaires, responsables des FDS et responsables des organisations de la société civile) lors des missions de suivis de la mise en œuvre des recommandations suite aux dialogues civilo-militaires (de Mango et Sokodé), trouvent que la « collaboration entre les différentes parties prenantes est améliorée et qu'elle constitue est un élément clé qui permettra d'apaiser les conflits et tensions ».

Dans le domaine de l'éducation, le projet a permis de changer la manière de voir des élèves et renforcer leur connaissance sur la nécessité de résoudre les problèmes par la communication, le pardon, la tolérance et le respect des différences. Les élèves bénéficiaires, qui sont en majorité des adolescents ont montré à travers des initiatives locales menées à la suite des cours reçus sur la citoyenneté, droits et devoirs du citoyen, leur intérêt à maintenir la paix sociale. Un inspecteur de l'éducation a déclaré lors de l'atelier bilan de mise en œuvre du projet que *« un élève qui a toujours été violent en classe et qui battait régulièrement ses camarades, a changé de comportement à la suite d'un cours sur la culture de la paix et le vivre ensemble et est devenu très sociable avec ses camarades en classe et au dehors »*.

En matière de promotion et protection des droits humains, les appuis du projet ont contribué à renforcer les liens de collaboration entre défenseurs des droits de l'Homme (DDH) et les Institutions étatiques comme en témoigne Stanislas NAMTCHOUGLI, Coordonnateur Régional du Réseau Watch dans la Savanes : *« Ma collaboration avec le CDFDH dans le cadre du projet PBF en tant que Coordonnateur Régional du Réseau Watch a renforcé mes liens avec les institutions étatiques sur les questions des droits de l'Homme. Grace à nos actions de sensibilisation, de suivi des cas de violation et de plaidoyer au niveau local, certaines institutions étatiques dont la CNDH, ont perçu la pertinence de notre dispositif de collecte et de traitement des informations et violations sur les droits de l'homme au point où nous sommes régulièrement sollicités par ces dernières pour soit confirmer des faits, soit donner notre avis sur un sujet important. La CNDH Dapaong par exemple, nous a régulièrement convié à des sessions de partage d'informations tout au long de l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie du Covid-19 au Togo »*.

Quelques weblinks:

Publication sur Twitter [@PbfTogo](#)

Publication sur Twitter [@PnudTogo](#)

Publication sur Facebook [UNICEF Togo](#)

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- *“On track” – il s’agit de l’achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
- *“On track with peacebuilding results” - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.

Résultat 1: Les institutions cibles au niveau national et local ainsi que les leaders locaux, les femmes, les hommes, les jeunes, la société civile et les media participent activement à la réduction des conflits violents liés aux questions politiques et constitutionnelles.

Veillez évaluer l’état actuel des progrès du résultat: **on track**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Les progrès majeurs réalisés sous ce résultat au cours de l’année 2020 se résument comme suit :

- 129 membres des CLP (103 hommes et 26 femmes) ont été formés sur la médiation, le code foncier et à la chefferie traditionnelle, et ont été conseillés dans la conduite de leur mission afin de devenir progressivement autonomes. Les formations organisées ont permis à plusieurs CLP, qui n’avaient pas de méthodologie de travail et ne savaient pas comment gérer les tâches qui leur étaient destinées, de mieux comprendre leurs rôle et responsabilités et de mener à bien leurs activités. Ainsi, outre les 02 premiers accords locaux signés à Barkoissi (entre les communautés Tchokossi et Moba) et à Djéréhouyé (entre les communautés Woudou, Kabyè et Losso) pour une issue pacifique des conflits, nombre de CLP ont été fortement impliqués/sollicités pour la médiation d’autres conflits locaux. C’est le cas de la médiation dans les conflits entre transhumants et agriculteurs dans le Haho ; de la médiation dans le conflit foncier entre les communautés d’Ando Yoto et Ando Bedo dans la préfecture de l’Avé, de la médiation dans le conflit politique entre ANC et UFC à Vogan, etc. A noter également que les CLP ont été fortement sollicités par le HCRRUN dans le processus d’indemnisation des victimes des crises socio-politiques que le pays a connu.

- 60 acteurs communautaires membres des six Comités Régionaux pour la Paix et la Sécurité de WANEP-Togo, outillés sur leur rôle d'alerte et de réponse rapide face aux défis de paix, de sécurité et aux cas d'atteinte aux droits humains que rencontrent les cinq régions et Lomé Commune, ont défini des plans d'action afin de contribuer efficacement à gérer les conflits identifiés dans les 5 régions et Lomé-Commune

- 40 femmes médiatrices communautaires, (civiles et FDS) ont compris l'enjeu d'une meilleure implication des femmes togolaises dans la prévention des conflits et violences et dans la protection des droits humains et ont pris des initiatives individuelles dans leur environnement répondant aux besoins des femmes en lien avec la prévention des conflits et violences et dans la protection des droits humains. Elles ont en outre contribué à la production d'un document d'analyse et de stratégies en vue d'une meilleure contribution dans le suivi des défis majeurs en lien au processus de Beijing +25 au Togo et sont actuellement engagées dans la vulgarisation des textes visant la promotion et la protection des droits de la femme. Trois (3) conflits communautaires nés des questions sociopolitiques et constitutionnelles (notamment à Dapaong, Sokodé et Atakpamé) ont été réglés par les femmes formées qui ont par ailleurs réussi à faire adhérer à cette démarche pacifique de résolution de conflits au moins 120 personnes dont 30 hommes, 30 femmes et 60 jeunes

- 07 Caravanes pour la paix « PEACE TOUR », cadre itinérant de débats citoyens dans les collectivités locales autour de sujets qui nourrissent les stéréotypes, les crispations et les conflits au sein des communautés ont été organisées dans 7 villes (Kara, Kpalimé, Atakpalmé, Notse, Vogan, Tsévié, Lomé) du Togo. Au terme des 7 étapes réalisées, on peut se réjouir des acquis suivants : 512 acteurs de 15 catégories socioprofessionnelles dont 40% de femmes mobilisés et sensibilisés sur l'importance de la culture des débats citoyens et amenés à l'appréhender comme un outil de prévention et de lutte contre les crises sociopolitiques et culturelles ; 38 autorités locales (préfets, maires, conseillers municipaux, chefs traditionnels) de ces villes ont marqué leur adhésion à l'initiative du « PEACE TOUR », qui vise à promouvoir la paix et la cohésion sociale à travers les débats citoyens dans les collectivités locales ; forte implication de 30 organisations de jeunes et de la société civile travaillant sur les thématiques de Paix, sécurité, Prévention des conflits, Promotion des DH.

- 113 leaders religieux (prêtres catholiques, Vodou, Pasteurs et Imams) se sont engagés à être des relais et à entreprendre des activités d'éducation à la non-discrimination dans le domaine religieux auprès de leurs fidèles au terme des « ateliers de sensibilisation sur la discrimination et l'intolérance fondées sur les croyances religieuses » auxquels ils ont pris part. Ces acteurs jouent un rôle déterminant dans le maintien de la paix et la cohésion sociale dans les communautés et peuvent être instrumentalisés pour diviser et dresser des communautés ou des individus les uns contre les autres, au détriment de la paix et de la stabilité. Par conséquent, ils constituent un levier important sur lequel il est important de s'appuyer pour sensibiliser et conscientiser.

- 440 membres dont 219 filles et 221 garçons des Conseil Consultatif Cantonal des Enfants (CCCE) des préfectures de Tone, Bassar, Tchaoudjo, Agoé-Nyivé et Golfe ont bénéficié du renforcement de capacités sur les notions de paix, prévention/gestion pacifique des conflits, dialogue et pardon. A la fin de cette formation, chaque CCCE a mis en place un bureau et élaboré un plan de réinvestissement pour garantir une bonne organisation et un suivi-accompagnement efficace de leurs activités.



United Nations
Peacebuilding

- 440 jeunes et adolescents dont 217 filles ont été formés sur les techniques de prise de paroles en public et/avec les autorités, les techniques de négociation/plaidoyer, les techniques et obligations de feedback/compte rendu. Cette formation a pour objectif de faciliter leur participation aux activités liées à la consolidation de la paix. La formation a rendu les participants capables de communiquer avec leurs pairs, de prendre la parole en public, de tenir une négociation, d'organiser et tenir une réunion, de rapporter une activité menée et de se familiariser avec le plaidoyer.

- 99 parajuristes (62 femmes et 37 hommes) au niveau communautaire ont été formés dans les régions Maritime, Centrale, Kara et Savanes sur la valorisation des mécanismes endogènes dans les règlements des conflits, et sur les droits de l'enfant et la prise en charge juridique et psychosociale des enfants en conflit avec la loi. Cette formation a permis d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de communication à l'endroit de leurs communautés.

- 10 805 personnes (7 131 femmes et 3 674 hommes) y compris 2 785 jeunes et adolescents ont été touchés par les causeries éducatives dans les communautés. Ces causeries ont porté sur la protection des droits de l'enfant, la valorisation des mécanismes endogènes dans les règlements des conflits et la prise en charge juridique et psychosociale des enfants.

- 575 jeunes et adolescents extrascolaires dont 368 filles et des enfants de la rue, ainsi que des enfants en conflit avec la loi ont été formés sur les CVC incluant la gestion des conflits, la lutte contre les violences et la prévention de l'implication des enfants dans les manifestations à caractère politique. Ces jeunes et adolescents ont été renforcés pour faire face aux adversités de la vie, lutter contre le mariage des enfants, les maltraitements et abus, mais surtout prévenir la violence, gérer les conflits et prévenir leur implication dans les manifestations à caractère politique. 115 plans de travail d'éducation par les pairs ont été élaborés et mis en œuvre par ces jeunes et adolescents au bénéfice de 4 202 autres jeunes et adolescents, dont 1 480 garçons et 2 722 filles, en vue d'instaurer, dans leurs communautés, des activités visant à prévenir la violence, protéger l'enfant et instaurer un environnement protecteur.

- 26 radios communautaires ont renforcé la collaboration avec l'UNICEF pour produire et diffuser des émissions pour les jeunes et adolescents sur les compétences de vie citoyenne leur permettant de s'organiser en réseaux, d'agir collectivement comme acteurs de changement, de prévenir et de résoudre les conflits.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Une attention particulière est accordée à la parité du genre, lors de l'identification des personnes devant bénéficier de formations ou d'autres activités. La parité est presque atteinte dans l'accès des filles et des garçons à la réalisation de toutes les activités du projet. De ce fait, les garçons et les filles bénéficient de la même manière des différentes interventions sur le projet.

40 femmes médiatrices communautaires civiles et FDS ont été outillées sur le plan d'action de Beijing+25, ont animé une douzaine d'émission radio, diffusent des spots et ont organisé 06 groupes de paroles, sur l'importance des actions préventives des conflits, des violences et de protection des droits humains en lien aux questions sociopolitiques et constitutionnelles.



Deux modules portant sur l'égalité des sexes notamment le respect des différences de genre ont été déroulés dans les écoles bénéficiaires avec des exercices pratiques qui ont amené non seulement les élèves garçons à accepter que les filles sont aussi capables de jouer les mêmes rôles qu'eux mais également les enseignants dans la plupart des écoles ont commencé à impliquer les filles autant que les garçons dans les activités sociales de l'école et à confier des responsabilités aux filles dans la gestion participative de leurs classes.

Résultat 2: La confiance est accrue entre les populations et les forces de défense et de sécurité

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Veillez sélectionner On Track**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Afin de contribuer à restaurer la confiance entre les forces de défense et de sécurité (FDS) et la population, une série d'activités ont été entreprises au cours de l'année et les résultats se présentent comme suit :

- Plus de 4000 personnes de trois localités du Togo (Mandouri, Djarkpanga et Akebou) bénéficient actuellement (actions en cours) des soins de santé primaires et spécialisés à travers des Actions Médicales Gratuites (AMG), conduites par les services de santé des armées du Togo et appuyées par le projet. Ces AMG ont démarré le 04 novembre 2020 et se poursuivent jusqu'au 22 novembre 2020. Cette assistance médicale gratuite contribue ainsi à raffermir les relations entre la population civile et les FDS et à renforcer la résilience des populations face à cette crise sanitaire sans précédent. Par ailleurs concomitamment à ces AMG, des enfants seront enregistrés afin de leur établir des actes de naissance.
- 164 acteurs (parmi lesquels 24 femmes) ont participé activement à trois rencontres d'échanges civilo-militaire organisée entre les FDS et les représentants des populations de la région des savanes, des plateaux Est et Ouest sur le thème « Dialogue civilo- militaire, outil efficace de prévention et de résolution des conflits au Togo » Au terme de cette rencontre, des recommandations allant dans le sens de restaurer la confiance entre FDS et civiles ont été faites à l'endroit de l'Etat, des FDS et des populations. Par exemple l'une des recommandations à l'endroit de l'Etat est d'instituer l'enseignement dans les établissements scolaires « le rôle et les missions des FDS. » A l'égard des FDS, il est fortement recommandé « le recours au professionnalisme dans l'exercice de leur fonction » et à l'endroit des populations « la promotion de la culture du civisme et de la citoyenneté »
- 10 000 nouveaux policiers et gendarmes dont 500 femmes ont été formés sur la protection des enfants lors des manifestations à caractère politique, portant ainsi à 19583 le nombre total d'agents de sécurité formés sur la gestion pacifique des foules et la protection des DH et des enfants. La formation des FDS a contribué à réduire les risques de violences faites aux enfants, des incidents de morts d'enfants et de construire ainsi, un environnement protecteur et sécurisé pour tous les enfants au Togo. A rappeler que dans le cadre de l'Etat d'urgence sanitaire (décrété par le gouvernement togolais suite à la pandémie au covid-19), près de 5000 des agents des FDS formés/recyclés sont actuellement mobilisés dans la force mixte anti-pandémie créée par les autorités pour veiller à la mise en application des mesures prises par le gouvernement (port de masques, distanciation physique, couvre-feu, restriction des mouvements et de regroupement) pour freiner la propagation du nouveau coronavirus.

- 10 commissariats de police et 02 brigades de gendarmerie sont en cours d'aménagement suivant les normes de fonctionnalité avec l'intégration des espaces "Ami des enfants" (dans 8 commissariats). Des équipements informatiques et de bureau ont été acquis pour ces commissariats et brigades devant servir de modèles.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

La formation des FDS a connu une très faible participation des femmes (5%). Toutefois, au cours de la formation, les dispositions ont été prises pour assurer un traitement égal aussi bien aux femmes et aux hommes en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes en terme message clés dans les modules et dans les exercices pratiques.

Résultat 3: Les violations des droits de l'homme et des enfants en contexte électoral sont réduites par le renforcement de la protection des droits de l'homme et de l'enfant et l'éradication de l'inclusion des enfants dans les marches et manifestations porteuses de violences.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Dans un contexte particulier marqué par la crise sanitaire liée à la Covid19, les résultats obtenus grâce aux appuis du projet en 2020 en matière de promotion et protection des droits de l'homme peuvent être déclinés comme suit :

- 60 acteurs de défense de droits de l'Homme ont été formés pour un meilleur suivi de la situation des DH durant la période de crise sanitaire liée au Covid19. Une application dénommée Xonam pour le signalement des cas de violation de DH et la facilité d'accès des citoyens aux DDH dans toutes les régions du Togo a été également mise e place. Ainsi, durant la période d'avril à septembre 2020, un total de 90 violations des droits de l'Homme et abus de droit ont été documentés dont 45 violations liées à l'état d'urgence sanitaire et la covid-19. Une assistance aux détenteurs de droit et un plaidoyer auprès des autorités au niveau locale sont actuellement apportés à 13 détenteurs de droits.
- 26 membres et personnel de la CNDH ont été formés sur le mécanisme de prévention de la torture (MNP) et le monitoring des lieux de détention et de privation des libertés. Le but est de leur permettre d'analyser la situation des lieux de détention, d'identifier les risques éventuels de torture et de mauvais traitements et de faire le suivi des recommandations issues des visites. A l'issue de cette formation, une mission de terrain a été effectuée dans six (06) prisons et vingt-quatre (24) unités d'enquêtes préliminaires des régions centrale, de la kara et des savanes.
- Des sessions de sensibilisation sur « la jouissance des droits économiques sociaux et culturels en période de Covid 19, facteur de consolidation de la paix » ont été organisés



- 70 acteurs émanant de 60 ONG ont bénéficié du renforcement de leurs capacités sur le monitoring des droits des enfants dans le cadre du suivi de la violation des droits des enfants. Les nouvelles aptitudes techniques acquises par les ONG ont permis d'assurer un monitoring de qualité et éviter l'implication des enfants dans le processus électoral mais aussi l'identification en temps réel des situations de menaces aux droits des enfants. Le pool des acteurs formés a aussi assuré le monitoring de la situation des enfants en situation de rue dès le début de la pandémie de la COVID-19 ; ce qui a permis de pouvoir identifier les besoins réels et apporter des solutions adéquates.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Le dispositif de suivi de la situation des droits de l'Homme y compris des enfants a été élaboré avec une approche basée sur le genre. Une implication des femmes active dans le pool des acteurs assurant le monitoring a été garantie. Un pool de 25 femmes défenseuses des droits de l'homme ont été formées et opérationnelles dans les régions. De plus, les fiches de monitoring ont été élaborées en tenant en compte les spécificités des filles et des garçons ainsi que des femmes et des hommes.

Résultat 4:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Veillez sélectionner**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Partie III: Questions transversales

<p>Suivi: Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)</p> <p>Différentes activités de suivi conduites en 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des réunions bilan et programme périodiques de l'équipe projet, - des correspondances et échanges (mail, téléphoniques, réseaux sociaux) avec les partenaires d'exécution et avec des 	<p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Oui</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Oui</p> <p>Une étude de base a été diligentée en début du projet et a permis de collecter des données relatives à la perception des populations des zones d'intervention sur les capacités des institutions / autorités, des leaders à contribuer à réduire les conflits (politiques et constitutionnels). Des</p>
--	--



<p>agences sœurs en vue d'une meilleure complémentarité et synergie des actions</p> <ul style="list-style-type: none"> - des missions conjointes (agences récipiendaires et partenaires d'exécution) de suivi / contrôle des réalisations en l'occurrence les travaux de réaménagements des commissariats et brigades - suivi par les Directions régionales de l'éducation et les inspections dans les écoles au cours de janvier et février 2020 de la mise en œuvre de la formation reçue par les enseignants. - suivi des activités des radios communautaires par les Directions régionales de la planification du développement et de l'aménagement du territoire (DRPDAT) - des sorties terrain pour la conduite et/ou le suivi des activités. 	<p>données de base sur certains indicateurs ont été également collectées lors de cette étude</p>								
<p>Evaluation: Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?</p> <p>Oui Une étude de base a été conduite en début de mise en œuvre du projet et une évaluation finale indépendante est en cours de préparation</p>	<p>Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 45,000 USD</p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation (Limite de 1500 caractères): Dans le cadre de l'évaluation du finale du projet, les TdR ont été élaborés et validés par les parties prenantes et le processus de publication est en cours pour un démarrage effectif de l'évaluation d'ici fin novembre 2020.</p>								
<p>Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.</p>	<table border="0"> <tr> <td>Nom de donateur :</td> <td>Montant (\$):</td> </tr> <tr> <td>UNICEF</td> <td>35,500 USD</td> </tr> <tr> <td>PNUD</td> <td>930,000 USD</td> </tr> <tr> <td>Gouvernement du Japon</td> <td>300,000 USD</td> </tr> </table>	Nom de donateur :	Montant (\$):	UNICEF	35,500 USD	PNUD	930,000 USD	Gouvernement du Japon	300,000 USD
Nom de donateur :	Montant (\$):								
UNICEF	35,500 USD								
PNUD	930,000 USD								
Gouvernement du Japon	300,000 USD								
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Durant la période, 171 enseignants ont été formés sur l'éducation des élèves à la paix et la non-violence, le respect des différences, la citoyenneté, droits et devoirs, le leadership et d'autres thématiques qui promeuvent le vivre-ensemble dans les communautés et les préparent à faire face à toute éventualité conduisant à la haine, l'extrémisme religieux ou politique, le terrorisme etc.</p>								

Partie IV: COVID-19

Veillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.

- 1) Ajustements financiers : Veillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

Environ \$70,000 ont été réaménagés dans le contexte de la crise sanitaire au covid19, pour entre autres :

- Acquérir du matériel et équipements de lutte contre le Covid (bavettes, gel désinfectant solution Hydro Alcoolique, matériel lave-main et thermo flash) distribués lors séances d'indemnisation des victimes des crises socio-politiques précédentes par HCRRUN et lors des organisations des ateliers ;
- Former des moniteurs et Coordonnateurs régionaux sur les droits de l'Homme face à l'Etat d'urgence liés à la Covid 19 et la stratégie de suivi de la situation des DH dans le contexte d'état d'urgence
- Contribuer à l'équipement de la salle d'alerte et de réponse de Wanep-Togo pour faciliter le télétravail et E-atelier national beinjing+25 via la plateforme zoom en trois sessions
- Former 73 journalistes dans toutes les régions sur la pandémie et le rôle des médias pour promouvoir la résilience et la cohésion sociale et surtout la protection des enfants et adolescents dans les communautés.

- 2) Ajustements non-financiers : Veillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

La crise sanitaire au covid19 a conduit à des reports de certaines activités, à la réduction du nombre de participants aux ateliers en présentiel et/ou à la démultiplication des ateliers. En effet, des ajustements ont été effectivement réalisés afin de permettre la continuité des activités du projet. Ainsi, à travers des réunions avec les partenaires d'exécution, les agences récipiendaires (PNUD UNICEF) ont défini des mesures de réorganisation des stratégies de mise en œuvre des activités en tenant compte des mesures restrictives de lutte contre la COVID-19 recommandées par le gouvernement. Ainsi, des activités regroupant plus de 15 personnes ont été démultipliées.

La pandémie de la COVID-19 a conduit à la réorientation de certaines activités comme par exemple le " suivi de la situation des droits des enfants " qui a été essentiellement réorientée vers la réalisation d'une maraude pour l'analyse de l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les populations sans domicile essentiellement les enfants, les femmes et les personnes en situation d'handicap.

Par ailleurs, la décision du gouvernement de boucler certaines préfectures (Sotouboua, Tchaoudjo, Tchamba) dans le cadre de sa réponse de lutte contre la pandémie pendant la période du projet n'a pas permis d'inclure les CLP de ces trois préfectures dans le cadre de la deuxième rencontre périodique.

3) Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

- Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication
- Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables
- Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières
- Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes
- Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »
- Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 Les institutions cibles au niveau national et local ainsi que les leaders locaux, les femmes, les hommes, les jeunes, la société civile et les media participent activement à la réduction des conflits violents liés aux questions politiques et constitutionnelles.	Indicateur 1.1 Nombre de décès causés par les conflits et violences liés à la crise politico institutionnelle et aux processus électoraux	12	0	3 (soit 75%)	Selon la version officielle, il a été déploré 2 décès (dont un enfant de 8ans tué par balle) lors de la période pré-électorale pour les législatives de décembre 2018. 1 décès (dû à une bavure policière) a été déploré officiellement au cours de cette période.	
	Indicateur 1.2 Niveau de perception des populations des zones d'intervention sur les capacités des institutions / autorités, des	52,9%	75%	Non déterminé	Cet indicateur sera actualisé lors de l'évaluation finale	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	leaders à contribuer à réduire les conflits (politiques et constitutionnels)					
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Les leaders locaux, les femmes, les jeunes, les dirigeants communautaires, les chefs religieux et traditionnels, la société civile ont des capacités techniques pour prévenir et résoudre pacifiquement les conflits	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives mises en œuvre par les leaders locaux, les femmes, les jeunes, les dirigeants communautaires, les chefs religieux et traditionnels, la société civile, pour assurer la prévention et la résolution pacifique des conflits	0	8	10	Les CLP, leaders locaux, les femmes, les jeunes, les dirigeants communautaires, les chefs religieux et traditionnels, ont impliqués dans la médiation et de résolution de 10 conflits communautaires. Ces différents acteurs ont en outre mené dans leur localité des sensibilisations pour la paix, la non-violence	
	Indicateur 1.1.2 Nombre de consultations /concertations réalisées par les mécanismes nouvellement mis en place	0	8	2	Cet indicateur sera actualisé dans le rapport final. Au total, 45 Conseil Consultatif Cantonal des Enfants (CCCE) ont été mise en place dont 40 sont appuyés pour l'organisation des consultations et concertations.	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 1.2 Les adolescents et les enfants dans les 4 régions cibles participent activement à la consolidation de la paix dans leur communauté	Indicateur 1.2.1 Nombre d'associations d'adolescents et d'enfants qui mettent en œuvre des actions de prévention, médiation des conflits	0	12	2	Cet indicateur sera actualisé dans le rapport final	
	Indicateur 1.2.2 Nombre de CCPE qui mettent en œuvre des activités socio-éducatives (compétition de football, sketches) et qui contribuent à réduire la vulnérabilité aux conflits des adolescents et jeunes dans les 4 régions cibles	0	44	10	Cet indicateur sera actualisé dans le rapport final.	
Produit 1.3 Les outils de formation des enseignants des enfants et des adolescents, dans les écoles pour la prévention et résolution pacifique des conflits sont renforcés	Indicateur 1.3.1 Nombre d'enfants et d'adolescents touchés par les activités socio-éducatives organisées par les écoles	0	150	112	Cet indicateur sera actualisé dans le rapport final.	
	Indicateur 1.3.2					
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1	0	8	3	Les femmes médiatrices communautaires (civiles et	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Les Comités Locaux de Paix (CLP) ont des capacités techniques renforcées pour accompagner les organisations communautaires de base et confessionnelles, au niveau communal, à mener des activités de prévention et de gestion des conflits	Nombre d'activités de prévention et de gestion des conflits organisées par les organisations communautaires de base avec l'appui des CLP				FDS) ont identifié et contribué à la résolution de 3 conflits sociopolitiques et constitutionnelles dans 3 régions administratives notamment dans les savanes, plateaux et Centrale.	
	Indicateur 1.4.2 Nombre d'initiatives de résolution de conflits au niveau local appuyées par le CLP et le réseau national des CLP	0	30	10	Les CLP ont facilité la médiation et la résolution d'au moins 10 conflits locaux (foncier, transhumance, chefferie, politique, etc.)	
Résultat 2 La confiance est accrue entre les populations et les forces de défense et de sécurité	Indicateur 2.1 Degré de confiance de la population dans les forces de	27.9%	50%		Cet indicateur sera actualisé lors de l'évaluation finale	
	Indicateur 2.2 Nombre de FDS formées aux méthodes de dispersion non violente des foules et aux droits de l'homme	8 000	9 500	19 583		
	Indicateur 2.3 populations qui ont été organisées					



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 2.1 Le dialogue civilo-militaire est promu comme outil de cohésion sociale	Indicateur 2.1.1 Nombre de réunions de concertation entre les FDS et les représentants des populations qui ont été organisées	0	3	04	Les réunions ont été organisées à Sokodé pour la région Centrale, à Mango pour la région des Savanes à Atakpamé et à Kpalimé pour la région des Plateaux	La crise sanitaire a conduit à démultiplier le nombre de sessions afin de respecter les mesures barrières
	Indicateur 2.1.2 Nombre de structures d'accueil aux usagers aménagées et/ou équipées (au niveau des brigades et commissariats)	0	10	12		10 commissariats de police et 02 brigades de gendarmerie sont en cours d'aménagement suivant les normes de fonctionnalité avec l'intégration des espaces "ami des enfants" (dans 8 commissariats)
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1					
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
	Indicateur 2.4.1					



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 2.4	Indicateur 2.4.2					
Résultat 3 Les capacités nationales de promotion et protection des droits de l'homme sont renforcées et les violations des droits de l'homme et des enfants en contexte de tensions politiques sont réduites	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2 Perception de l'ampleur/gravité des violations des droits de l'homme (violences physiques, psychologiques ou sexuelles) en contexte de tension politique	67,3%	25%			Cet indicateur sera actualisé lors de l'évaluation finale du projet
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 Une force de volontaires pour la paix et les droits de l'homme pour les élections législatives, locales et présidentielles est opérationnalisée	Indicateur 3.1.1 Existence d'une force de volontaire de paix et des droits de l'homme opérationnelle pour les élections législatives, locales et présidentielles	0	1	1	Une force de volontaires de 173 personnes (dont 45 femmes) pour la paix et les droits de l'homme est mise en place et est opérationnelle (monitoring des élections locales de juin 2019 et élection présidentielle de février 2020)	
	Indicateur 3.1.2					



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 3.2 Les capacités des institutions nationales (SEDH, CNDH) de suivi, coordination et rapportage de la protection et la promotion des droits de l'homme en contexte de crise politique sont renforcées	Indicateur 3.2.1 Nombre des membres de la CNDH et MDH formés/recyclés sur le monitoring des DH et les techniques de reporting	0	40	93	25 cadres (dont 7 femmes) du MDH et de la CNDH ont été formés sur les techniques de monitoring sur les DH et 93 membres (dont 15 femmes) de la CNDH de la CIRR ont été également formés sur les techniques de rédaction des rapports initiaux et périodiques	
	Indicateur 3.2.2 Nombre de sessions organisées pour les défenseurs des droits de l'homme à travers les centres de consolidation de Sokodé et de Kara	0	2	0	0	Les centres n'ont pas été réaménagés et/ou créés parce que les institutions étatiques (CNDH et MDH) ont déclaré ne pas disposer de ressources financières (dans le court terme) pouvant assurer le fonctionnement
Produit 3.3 Les organisations de la société civile y compris de défense des droits de l'homme ont des	Indicateur 3.3.1 Proportion d'organisations de défenseurs des droits de l'homme dont les capacités professionnelles sont améliorées	0	33%			



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
capacités techniques renforcées pour documenter et rapporter les violations des droits de l'homme	Indicateur 3.3.2 Un pool de femmes défenseurs des droits de l'homme est formé et disponible pour être déployé dans les régions	0	1	2	Un pool de 25 femmes défenseuses des droits de l'homme ont été formées et opérationnelles dans les régions et un pool de 36 femmes médiatrices communautaires (défense des DH, promotion de la cohésion, etc.) a été constitué et est opérationnel également dans les régions	
Produit 3.4 Les risques associés avec la participation des enfants dans les manifestations politiques sont réduits	Indicateur 3.4.1 Nombre de séances d'info-sensibilisation avec les enfants de la rue qui sont animés par des agents de protection des ONG partenaires	0	12			
	Indicateur 3.4.2 Nombre de cas de violence envers les enfants, adolescents signalés à travers un mécanisme de surveillance (ligne verte, commissariat, OSC)	En 2018: 1546 cas dont 546 masculins et 1000 féminins	Moins de 1000 cas			
Résultat 4	Indicateur 4.1					



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					
	Indicateur 4.4.2					